

Initiatives ministérielles

tout comme moi, à la conclusion que c'est la politique qui s'impose pour les bonnes raisons au moment opportun.

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, on ne nous propose pas aujourd'hui seulement une mesure prévoyant une nouvelle taxe de vente fédérale massive et régressive, mais aussi un nouveau jeu national de devinettes.

Les Canadiens vont se poser les questions suivantes. Combien de temps cette nouvelle taxe restera-t-elle au taux de 7 p. 100? Dans combien de temps le ministre la portera-t-il au taux de 9 p. 100 qu'il proposait au début, ou à 10 p. 100, 11 p. 100, 12 p. 100, 15 p. 100?

Je me hasarde à dire que ce sera avant longtemps. C'est ce ministre, après tout, qui a toujours accusé la taxe fédérale sur les ventes des fabricants de faire disparaître sournoisement les d'emplois. C'est pourtant lui qui, en cinq courtes années, en a discrètement fait passer le taux de 9 p. 100 à 10 p. 100, puis à 11 p. 100, ensuite à 12 p. 100 et enfin à 13,5 p. 100.

Le jeu de devinettes commence donc. Même en devenant juste, nous perdons, car nous allons tous payer davantage. La population ne peut que perdre.

L'un des principaux arguments du ministre aujourd'hui, qu'il nous sert quand il essaie de répondre aux questions à la Chambre, c'est que sans cette taxe, le Canada fera bande à part. Il ne sera pas d'égal à égal avec des douzaines d'autres pays qui ont une taxe semblable. Il faut faire comme les autres. Il nous faut à nous aussi la taxe qui existe déjà dans plus de 40 autres pays!

Le ministre a peur de ne pas pouvoir garder la tête haute aux conférences internationales. Maintenant qu'il préside le Comité provisoire du Fonds monétaire international, il veut faire partie du club. Il veut une taxe semblable. Peu importe que les États-Unis d'Amérique, notre principal partenaire commercial, n'en aient pas. La bataille électorale au Japon portera, porte en fait, sur le projet de taxe de vente de 3 p. 100. Peu importe. Il ne tient compte de rien de tout cela.

Le ministre dit qu'il veut faire partie de la bande à Washington, étant donné qu'il voyage maintenant un peu partout à titre de président du Comité provisoire du Fonds monétaire international. Il veut empocher sa taxe. Il veut une taxe comme celle des économies progressistes

qu'il a mentionnées. Jetons un coup d'oeil sur quelques-uns de ces pays.

L'Uruguay a une taxe comme celle-ci. De 14 p. 100 au départ, elle se situe maintenant à 21 p. 100. Celle de la Côte d'Ivoire était de 8 p. 100; elle est actuellement de 25 p. 100. Le ministre parle de la Suède. Ce pays en a imposé une de 11 p. 100, qui atteint actuellement 23 p. 100. Au Nigeria, la taxe se situait au début à 12 p. 100; elle est passée à 25 p. 100.

Je souhaiterais que le premier ministre soit présent. L'Irlande a commencé par imposer une taxe de 16 p. 100, puis l'a fait passer à 22 p. 100. L'Autriche en avait une de 8 p. 100, qui atteint maintenant 20 p. 100. Le ministre trépigne d'impatience. Il en bave. Il est follement impatient d'appliquer cette taxe, pour ensuite l'augmenter point par point, aux dépens des Canadiens.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. Turner (Vancouver Quadra): Madame la Présidente, le ministre pense-t-il vraiment que les Canadiens auront l'impression d'être dans le peloton de tête avec cette nouvelle taxe? Le ministre pense sûrement qu'il en a remontré à tous ces pays. Mais ceux-ci ont, après tout, une seule taxe de vente, tandis que le Canada sera le seul pays au monde qui en aura deux: l'une fédérale, et l'autre provinciale, sauf toujours en Alberta. Le ministre pense-t-il qu'il pourra bomber le torse dans les milieux financiers internationaux? Je peux lui dire tout de suite qu'il sera la risée des milieux internationaux. Il va apparaître ridicule parce qu'il passera pour le seul homme, le seul ministre, avec deux taxes. Comment expliquer cela à ses confrères autour de la table à Washington? Une anarchie administrative, une anarchie totale, une anarchie, et même un cauchemar pour les entrepreneurs du Canada! Et avec cette double taxe, certaines provinces auront une fiscalité semblable à celle de l'Uruguay. En ajoutant la taxe fédérale à la taxe provinciale, Terre-Neuve sera à la hauteur de 19 p. 100; le Nouveau-Brunswick, 18 p. 100; la Nouvelle-Écosse, 17 p. 100. Le ministre pense-t-il vraiment que les Canadiens ne savent pas qu'il imitera tous les autres pays qui ont cette taxe, en l'augmentant à la première occasion? Les Canadiens ne sont pas crédules. Le boniment du ministre ne passe pas parce que chaque fois qu'on lui pose la question, il refuse catégoriquement, carrément, absolument, d'exclure l'hypothèse d'une augmentation.

• (1600)

[Traduction]

Lorsqu'on prête l'oreille à certains des arguments que lui et ses collègues du Cabinet présentent pour faire